

“L’Etat doit investir plus dans l’actionnariat des entreprises”

■ Le président du CDH, Benoît Lutgen, veut une politique économique plus volontariste.

Entretien Frédéric Chardon et Antoine Clevers

Benoît Lutgen est le président d’un parti qui souffre. Dans les sondages, le CDH n’obtiendrait plus que 6,5 % des voix à Bruxelles. Depuis sa place forte mayorale – Bastogne l’Ardennaise – il établit le diagnostic : les humanistes doivent aller sur le terrain faire entendre leur message politique, expliquer que la voie centriste est la bonne.

Benoît Lutgen lance d’ailleurs des propositions pour remédier aux fermetures de sites industriels en Wallonie : “Un plan Marshall au cube”. Les pouvoirs publics et la population doivent investir dans le capital des PME. “Caterpillar, ING... Il n’y a pas de vrai interlocuteur pour négociier, déplore-t-il. Ils sont soit de l’autre côté de l’Atlantique, soit de l’autre côté de la frontière belgo-hollandaise. C’est quand même nettement plus facile quand on peut rencontrer les patrons que lorsqu’on se trouve face à un fantôme...”

Comment enrayer ce phénomène ?

Il faut des changements majeurs dans notre économie. Les participations publiques dans nos entreprises doivent être beaucoup plus importantes. L’actionnariat public permet de faire grandir nos PME et fait en sorte de maintenir leur centre de décision chez nous. Ça existe déjà, mais on doit le faire de manière beaucoup plus importante.

Dans quels secteurs augmenter l’action-

ariat des pouvoirs publics dans les entreprises ?

Il faut voir les choses par secteur stratégique : mobilité, numérique, innovation, recherche, énergie, santé... Le plan Marshall pour la Wallonie le fait déjà, mais on doit faire un plan Marshall au cube en injectant des fonds dans l’actionnariat des PME. On ne peut pas se faire avaler et regarder les choses sans rien faire. Il faut donner à nos PME les moyens de devenir autonome et de se développer.

D’accord, mais où trouvez-vous tout cet argent ?

Il y a des moyens qui existent déjà et qui ne sont pas utilisés pleinement. Du côté wallon, il y a de l’argent à aller chercher à la SRIW (Société régionale d’investissement de Wallonie), à la Sogepa (Société wallonne de gestion et de participations), dans les invest (outils publics locaux qui investissent dans le capital à risque)... On peut lever des fonds aussi. Il y a un patriotisme économique francophone qui est en train d’émerger dans la population avec nos fleurons qui partent sous pavillon étranger. Il faut lancer des appels de fonds auprès de la population, une sorte de crowdfunding version XXL.

Le gouvernement fédéral fait déjà cela avec son plan PME...

Ça reste quand même un peu faiblard. Aujourd’hui, on a une épargne hyper-élevée car les gens ont peur. Il faut aussi un mécanisme au niveau francophone.

Faut-il durcir en parallèle les conditions de maintien des activités en Belgique des entreprises qui seraient ainsi aidées par les pouvoirs publics ou par des fonds investis par la population ?

Bien sûr qu’il faut renforcer ces conditions... C’est la moindre des choses. On doit avoir des garanties pour que cet argent des contribuables serve à faire grandir les entreprises sur le long terme. Il faut que la confiance soit au rendez-vous. On est en train d’analyser l’ensemble des conditions d’octroi des aides publiques pour garantir les choses dans la durée, on regarde à la loupe tout cela. Au niveau wallon, notamment.

Le CDH a des ministres dans les Régions. Comme président, vous allez leur demander de porter cette idée d’actionnariat public, d’appel de fonds à la population ?

Oui. Par ailleurs, je souhaite aussi défendre une politique d’investissement dans les infrastructures autorou-

tières, aéroportuaires, ferroviaires, à hauteur minimum de deux ou trois milliards, à étaler sur trois ou quatre ans. Cet argent, on peut aller le chercher dans les intérêts notionnels. Il faut un plan massif pour développer ces infrastructures de mobilité qui sont dégradées depuis de nombreuses années. Il faut que l’Europe nous laisse cette liberté de pouvoir investir sans considérer qu’une dette d’investissement doit être intégrée dès la première année à 100 % dans les comptes publics. C’est du délire au niveau européen.

“Il y a un patriotisme économique francophone qui est en train d’émerger. Il faut lancer des appels de fonds auprès de la population, une sorte de crowdfunding version XXL.”

“Joëlle Milquet doit être notre cheffe de file à Bruxelles en 2018”

■ Benoît Lutgen compte sur l’ancienne ministre à Bruxelles, malgré son inculpation.

Benoît Lutgen, comment va le CDH ?

Il se porte bien. Parce que les gouvernements régionaux et de la Fédération Wallonie-Bruxelles (FWB) portent la marque du CDH. Et parce que le nombre de nos membres ne cesse d’augmenter.

Alors, comment expliquez-vous les mauvais sondages (6,5 % à Bruxelles et 10,5 % en Wallonie, selon le dernier baromètre de “La Libre”)?

C’est interpellant, même si ça ne reste que des sondages. Notre message doit être plus impactant et plus concentré.

Plus concentré, c’est-à-dire ?

Sur ce qui fait notre différence, comme l’éducation ou la santé. Je ne peux pas croire que près de 90 % de la population (soit les intentions de vote qui ne sont pas en faveur du CDH, Ndlr) ne trouvent pas que le plus important pour notre société, c’est l’éducation. Or, c’est au cœur du projet du CDH. On doit être davantage combatif par rapport à ce qui fait nos convictions.

Que vous inspirent les scores du PTB dans les sondages, autour de 15-16 % en Wallonie ?

La démocratie est en danger quand on voit la montée des extrémismes de droite et de gauche. On fait les grands titres sur le PTB, comme si c’était la huitième

merveille du monde. Mais il faut se rappeler que l’extrême gauche a un projet destructeur. Certes, elle défend l’égalité, mais l’égalité par la misère.

Le PTB d’aujourd’hui est un parti liberticide, selon vous ?

Ils ont prôné la guerre civile, ce n’est quand même pas rien...

Mais le parti a gommé ce passé-là.

Comme l’extrême droite peut le faire en France ou ailleurs. Mais l’ADN du PTB reste une idéologie extrêmement dangereuse. Il suffit de lire leur programme : suppression des lois antiterroristes, suppression des emplois à temps partiel, suppression de l’enseignement libre... Ça, ils se gardent bien de le dire. Je peux partager cer-

tains de leurs constats, mais pas leurs solutions. Leur projet n'est ni porteur ni positif. La Wallonie du goulag, je n'en veux pas. Il reste au PTB des gens qui prônent la révolution et la violence.

Philippe Courard (PS), président du Parlement de la FWB, a aussi plaidé pour la suppression du réseau libre...

Le virus de l'extrême gauche contamine les cerveaux du PS. Et aussi ceux du MR. Quand j'entends le prési-

dent des libéraux, Olivier Chastel, dire qu'il faut réquisitionner les entreprises, je ne suis pas sûr que ce soit une très bonne idée. Mais les deux partis reprennent le discours du PTB pour des raisons différentes. Au MR, c'est de la stratégie politique : si le PTB monte, ça affaiblit le PS. Et au PS, on semble avoir découvert un nouveau guide...

Joëlle Milquet a fait son retour médiatique six mois après avoir démissionné de son poste de ministre de l'Éducation et de la Culture, suite à son inculpation. Reste-t-elle la cheffe de file du CDH bruxellois ?

Oui, je souhaite qu'elle soit notre cheffe de file pour les élections communales de 2018. Elle n'a perdu ni sa créativité ni sa combativité. C'est maintenant à elle de dire, avec nos militants et nos mandataires, si elle veut l'être. Cela dit, le leadership à Bruxelles, c'est un travail d'équipe. Avec Céline Fremault, avec Benoît Cerexhe, avec Hamza Fassi-Fihri.

Donc, le parti compte encore sur Joëlle Milquet ?

Bien sûr.

Et son inculpation n'est pas un problème ?

La présomption d'innocence est quand même quelque chose d'extrêmement important. Il faut arrêter de croire que, parce qu'on est inculpé, on ne peut pas se présenter aux élections.

M^{me} Milquet a raison quand elle dit que la justice s'acharne sur elle ?

Je ne vais pas faire de commentaire sur le fond du dossier. Je tiens à la séparation des pouvoirs.

L'eurodéputé MR Louis Michel a relancé son appel à la création d'un grand parti centriste. Qu'en pensez-vous ?

L'appel de Louis Michel, c'est en deux mots (*la pelle, NdR*). Et il se l'est déjà prise en pleine figure il y a dix ans...

“La Wallonie du goulag, je n'en veux pas. Il reste au PTB des gens qui prônent la révolution et la violence.”